

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20024 - 77ÈME ANNÉE

La cheffe de l'extrême droite accueillie à La Réunion pendant les célébrations de l'abolition de l'esclavage

Banalisation de l'extrême droite française à La Réunion : le poids de l'assimilation

Comment expliquer qu'à La Réunion, un pays de descendants d'immigrés ayant subi l'esclavage et la colonisation, le chef de l'extrême droite française soit accueilli en grande pompe par deux maires, rencontre des acteurs économiques et tout cela en pleine commémoration de l'abolition de l'esclavage ? La disparition de quasiment tous ceux qui, à La Réunion, luttèrent contre l'extrême droite française quand elle était au pouvoir entre 1940 et 1944 et l'affaiblissement du Parti communiste réunionnais, principal rempart à l'extrême droite, ne sont pas les seuls facteurs. Le poids de l'assimilation est en cause. Avec le développement de l'Internet et de la téléphonie mobile, jamais La Réunion n'a été aussi proche de la France. L'assimilation importe encore plus facilement à La Réunion les problèmes et modes de pensée de la France, où la situation et l'histoire sont bien différentes.

En 2002, le candidat de l'extrême droite se qualifia pour le second tour de l'élection présidentielle avec plus de 16 % des suffrages. A La Réunion, il arriva en 3e position avec 3,8 % des voix. Au second tour, l'extrême droite obtint près de 18 % des suffrages à l'échelle de la République, et 8 % à La Réunion.

Entre les deux tours de scrutins, de nombreuses manifestations eurent lieu en France contre la présence de l'extrême droite au second tour de la présidentielle. A La Réunion, la lutte contre l'extrême droite était à l'ordre du jour du 1er mai, face à la menace qu'un tel régime fait peser sur les acquis arrachés depuis plus d'un siècle par les syndicats. Notre île a alors su se hisser au niveau de son image de terre du « vivre ensemble », rejetant massivement l'extrême droite assimilée à du racisme.

15 ans plus tard à la présidentielle de 2017, un candidat de l'extrême droite se qualifie de nouveau pour le second tour. Force est de constater que les manifestations ont été beaucoup plus rares. Avant le premier tour, le candidat de l'extrême droite fut même reçu officiellement par un maire. A La Réunion, l'extrême droite obtint même un meilleur résultat à La Réunion qu'en France au second tour : près de 40 % des suffrages dans notre île contre 34 %.

Lors des Européennes de 2019 sur fond d'abstention record, la tendance se confirme dans les suffrages exprimés : l'extrême droite est arrivée largement en tête dans toutes les communes de La Réunion, et obtint à l'échelle de l'île plus de 31 % des suffrages exprimés, soit plus de 56.000 voix.

Des millions d'Européens réduits en esclavage par l'extrême droite

Pourtant, mis à part le sexe et le prénom du chef de l'extrême droite française, rien n'a changé dans l'idéologie de cette mouvance qui arriva légalement au pouvoir en 1940 en France avant d'en être chassée par la victoire contre le nazisme. Ceux qui appelaient au Front républicain contre l'extrême droite le soir du 21 avril 2002 sont souvent beaucoup plus discrets sur ce point. Les 56.000 voix de l'extrême droite aux Européennes de 2019 attirent-elles à ce point les convoitises ?

L'affaiblissement du combat contre l'extrême droite à La Réunion a abouti pour le moment au résultat suivant : à La Réunion, un pays de descendants d'immigrés ayant subi l'esclavage et la colonisation, la cheffe de l'extrême droite française est accueillie en grande pompe par deux maires, rencontre des acteurs économiques et tout cela en pleine commémoration de l'abolition de l'esclavage. C'est un incroyable retournement de situation. Ce fut en effet l'esclavage dans des camps qui fut imposé aux opposants et aux personnes cibles de mesures

racistes par les gouvernements d'extrême droite qui dominaient l'Europe durant la Seconde guerre mondiale, y compris en France entre 1940 et 1944.

Disparition des résistants à l'extrême droite quand elle dirigeait la France

Mais avec la disparition de quasiment tous ceux qui connurent l'extrême droite au pouvoir en France et mirent leur vie en jeu pour la combattre, le souvenir de ce qu'est réellement ce régime s'estompe. Bruny Payet faisait partie, avec notamment Paul Vergès et Jacques Vergès, de ces jeunes Réunionnais à peine sortis du lycée qui s'engagèrent dans la France libre alors que l'URSS n'avait pas encore gagné la bataille décisive de Stalingrad. Entre les deux tours de la présidentielle de 2017, Bruny Payet appelait Témoignages tous les jours pour demander que notre journal appelle à voter pour Emmanuel Macron. Personne ne pouvait suspecter la moindre convergence de Bruny Payet avec le programme du futur président de la République. L'essentiel était pour lui d'empêcher l'extrême droite de revenir au pouvoir quitte à soutenir ouvertement un autre candidat capitaliste. Il avait connu l'extrême droite au pouvoir et savait ce que cela signifiait.

Un autre facteur de la banalisation de l'extrême droite française à La Réunion est l'affaiblissement du

PCR. En effet, les communistes furent les principaux acteurs de la victoire contre le nazisme en Europe et contre l'impérialisme japonais en Asie. Ainsi fort logiquement, un Parti communiste est donc le principal rempart à l'extrême droite. En 2002, le PCR avait les moyens d'assurer cette responsabilité et menait le Front républicain : la menace de l'extrême droite fut écrasée. Mais 15 ans plus tard, le PCR n'avait plus les mêmes moyens : la digue a cédé et l'extrême droite a réalisé un meilleur score à La Réunion qu'en France.

Importation des problèmes de l'Occident à La Réunion

A cela s'ajoute un facteur plus décisif : l'assimilation. Avec le développement de l'Internet et de la téléphonie mobile, jamais La Réunion n'a été aussi proche de la France. Les Réunionnais peuvent suivre en direct l'actualité en France et les débats qui marquent ce pays. Le système néocolonial y trouve son compte, car plus l'assimilation progresse et plus le mode de vie à l'occidentale est la référence, ce qui se traduit par encore plus de profits pour les groupes extérieurs à La Réunion qui rapatrient en Europe les importants bénéfices réalisés grâce à la vie chère.

Cela conduit à importer à La Réunion des problèmes et des modes de pensée sans rapport avec la réalité et l'histoire de notre

île. En France, le pouvoir a tout intérêt à se faire représenter comme la seule alternative à l'extrême droite. Ceci lui permet d'éviter tout débat de fond lors de l'élection-reine en France, la présidentielle. En conséquence, l'image de l'extrême droite est très présente dans les médias en France, et par ricochet à La Réunion. Ceci contribue à la banalisation d'une idéologie raciste sous le vernis d'une soi-disant résistance à l'ultra-libéralisme. Il n'est pas rare que des descendants d'esclaves tombent dans ce piège et affirment qu'ils votent pour l'extrême droite.

Parce que le PCR n'a plus les moyens d'être un rempart contre la démagogie de l'extrême droite, un tel matraquage dans un contexte de crise sociale plus grave qu'en France aboutit logiquement au résultat des Européennes de 2019 : l'extrême droite en tête partout à La Réunion, avec un pourcentage plus élevé qu'en France à l'échelle de l'île. Et cela conduit à dérouler le tapis rouge au représentant d'une idéologie raciste, voire à souhaiter sa victoire l'année prochaine à la présidentielle. Ceci montre l'ampleur de la bataille à mener pour libérer les Réunionnais de cette assimilation qui en conduit de nombreux à renier leur identité à un point tel qu'ils votent pour l'extrême droite française.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Jérusalem la trois fois sainte devra être la clé de voute de la solution à deux États

A Jérusalem, les toits de la ville voient se côtoyer l'église du Saint-Sépulcre, le dôme du Rocher, la grande synagogue de Belz. Trois édifices pour trois religions. Trois religions qui ne cohabitent pas toujours en toute harmonie. Un paradoxe pour cette cité dont le nom signifie "ville de la paix" ou "la paix apparaîtra ».

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, 5 à 6 millions de Juifs sont exterminés. Le mouvement sioniste tire une nouvelle légitimité de cette tragédie. Au milieu des années 1940, environ les deux tiers des habitants de Palestine sont des arabes, un tiers est juif. En 1947, les Nations Unies votent la création de deux États, l'un juif, l'autre arabe, dans le but de mettre fin aux tensions de plus en plus fortes entre les deux communautés. Jérusalem serait placée sous un régime international. Les pays arabes refusent ce plan de partage. En 1948, le jour où le mandat britannique sur la Palestine expire, le président du Conseil national juif David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël, sans en référer à ses voisins. Immédiatement éclate une guerre entre Israël et ses voisins arabes. La première d'une longue série. Au niveau politique, Jérusalem cristallise les tensions. Si les juifs la considèrent comme leur capitale historique depuis plus de 3 000 ans, les Palestiniens, eux, revendiquent Jérusalem-Est comme la capitale de l'État auquel ils aspirent. Jérusalem-Est, jusqu'alors sous contrôle de la Jordanie, a été conquise par Israël lors de la guerre des Six-Jours en 1967, puis annexée. Une motion adoptée en juin de la même année à la Knesset proclame la ville "capitale éternelle et indivisible d'Israël et du peuple juif", ce que la "loi fondamentale" de 1980 a confirmé. Au cœur des tensions, l'esplanade des mosquées reste sous la garde de la Jordanie, mais tous les accès en sont contrôlés par les forces israéliennes. Les juifs sont autorisés à la visiter mais pas à y prier. Toutefois, certains essaient régulièrement de défier l'interdiction, provoquant des incidents. Pour les Palestiniens, frustrés d'indépendance, la défense de la ville et d'Al-Aqsa sert d'ultime cri de ralliement. Les Palestiniens craignent que ce qu'ils dénoncent comme des empiètements israéliens sur le site ne finissent par une prise de contrôle totale.

Au cours de son débat annuel sur la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté le 1er décembre, par vote, trois résolutions et a entendu plusieurs délégations plaider pour la reprise des pourparlers de paix, afin de parvenir à la solution des deux États que beau-

coup ont jugé compromise par l'expansion des colonies israéliennes et les actes des extrémistes des deux bords. Dans le texte sur le règlement pacifique de la question de Palestine, adopté par 148 voix pour, 9 voix contre et 14 abstentions, l'Assemblée générale demande de nouveau qu'une paix globale, juste et durable soit instaurée sans délai au Moyen-Orient sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, du mandat de la Conférence de Madrid, y compris le principe de l'échange de territoires contre la paix, de l'Initiative de paix arabe et de la feuille de route du Quatuor. Elle demande que soit mis fin à l'occupation israélienne et, à cet égard, réaffirme son appui indéfectible au règlement prévoyant deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières reconnues sur la base de celles d'avant 1967. L'Assemblée demande également qu'une conférence internationale soit organisée à Moscou en temps voulu, comme l'a envisagé le Conseil de sécurité dans sa résolution 1850 (2008), en vue de promouvoir et d'accélérer la conclusion d'un règlement de paix juste, durable et global.

Mais pendant ce temps là, perdure l'organisation Ateret Cohanim. Ateret Cohanim (« Couronne des prêtres »), est une organisation juive israélienne avec une yeshiva située dans le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. Elle œuvre pour la création d'une majorité juive dans la vieille ville et les quartiers arabes de Jérusalem-Est. Elle n'est pas seulement en conflit avec les arabes, mais aussi avec les chrétiens. Treize Églises chrétiennes de Terre sainte ont publié, lundi 13 décembre, à l'initiative du patriarche grec-orthodoxe Theophilos III, une alerte vis-à-vis de la « menace » qui pèse sur la présence chrétienne à Jérusalem. Elles demandent au gouvernement israélien d'ouvrir au plus tôt un « dialogue » en vue de créer une « zone spéciale de culture et de patrimoine » dans le quartier chrétien de la Vieille Ville. Autrement dit, que le statut spirituel et culturel de ce quartier chrétien soit inscrit dans la loi israélienne, comme c'est le cas pour le quartier juif.

« Jérusalem n'appartient ni à une seule nation, ni à un seul peuple, ni à une seule religion » Marie-Armelle Beaulieu

Joyeux Noël à tous

David Gauvin

Oté

**In sinp késtyon mi poze amwin :
Lo boi-la, sak i ansèrv dann batiman, sa lé trété sa ?**

Mézami, mi rapèl dann tan demoune téi fé in bonpé la kaze an paye kissoi an paye kann, kissoi an paye vétivèr. Mi rapèl sa lété gayar épi téi fé d'bon anndan, méyèr ké dann la kaze an tol. Lakaze an paye l'avé bonpé zavantaz mé in prinsipal linkonvényan : dofé. Pars si la bouji alimé i tonm dsi la paye antansyon dofé dann la paye kann.

Biensir sa sé in n'afèr k'i trète. Sa i apèl l'ignifugassion, in trètman i pèrmète protèze la paye kont dofé. Mi rapèl kan Elie Hoarau lété mèr Sin-Pyèr, a lokazyon d'in 20 désanm la fé in vilaze maron é la trète lo bande kaze pou anpèsh brilé.

Anpèsh brilé ?

Sa i doizète valab ossi pou lo boi kan i ansèrv dann batiman é mwin la touzour poze amwin késtyon : lo trètman konte dofé sa lé obligatoir sa ? Pou mwin sa sé in n'afèr obligatoir sa ! Mé oila, la loi i suiv loin dèyèr la nésésité é in loi l'ané 2020 la roganize sa.

Sirman pars i dévé an avoir in lobby dèyèr sa, é sa la mète lo tan pou sorti.

... Poitan néna in bon pé limèb issi néna bande protéksyon an boi é i sèrv pou abès in pé la tanpératir. Mé oila konte dofé ziska zordi néna trètman konte zinsèkt, mé pa konte linsandi.

Antanssyon mi vé pa dir mi koné pou kossa limèb kamélia la brilé, ni ké noré pa brilé si l'avé aplik la loi 2020 avan lo tan, mé mi panss in linsandi konmsa i domande pran prékossion pou l'avnir. Gouvèrné sé prévoir é prévoir lé bien nésésèr par lo tan k'i kour.

Justin